

## Politique | En Béarn, la préfète de Nouvelle-Aquitaine veut faire région



Nommée préfète de Gironde et de Nouvelle-Aquitaine en avril dernier, Fabienne Buccio n'avait encore eu l'occasion de venir dans le département, si ce n'est à Biarritz, dans le strict cadre de la préparation du G7. Voilà qui est fait depuis ce lundi 22 juillet. Une journée, selon son expression « la rencontre du territoire », avec les parlementaires, le président du Conseil départemental, les présidents des associations des Maires, et les services déconcentrés de l'Etat. En fin de journée était également prévu à son programme la visite du Centre Scientifique et Technique Jean Fégat (CSTJF) de Total, avant de rencontrer le Maire de Pau.

« La région est très grande. J'ai besoin de passer un temps dans chaque département, de rencontrer les gens et de mettre des visages sur des noms, plutôt que de lire une note de deux pages sur tel ou tel sujet en lien avec le territoire ». Telle est la raison de la venue de Fabienne Buccio ce 22 juillet à Pau. « Avec les parlementaires, nous avons évoqué quelques problèmes ponctuels importants qui sont à régler, mais nous avons surtout parlé de leur vision à long terme sur le département de Béarn, des ambitions, et des enjeux locaux ».

### "Donner une identité forte à la région"

Voilà donc un des éléments de la méthode de travail de la préfète Buccio, qui avoue volontiers aussi « ne pas être une solitaire dans sa façon d'envisager son rôle de Préfet de région, mais être en lien très régulièrement avec les Préfets de Département. « Je suis là pour aider sur les dossiers compliqués et voir avec eux la répartition des crédits, au niveau des préfets, des sous-préfets, et bien sûr pour les arbitrages. » Mais la nouvelle venue dans la Région, insiste déjà sur l'attention qu'elle porte à ce qu'il y ait « une culture régionale. » Une ambition qu'elle semble vouloir voir dépasser les frontières des services de l'Etat qu'elle chapeaute. « Nous appartenons tous à cette grande région Nouvelle-Aquitaine, il faut donc lui donner un sens, et créer une identité forte. Sur ce point, nous partageons la même idée avec le Président du conseil régional Alain Rousset. »

Un sens et une identité auxquels le futur contrat de plan Etat-Région pourrait bien contribuer un peu plus à donner corps. En effet, les négociations démarrent sur ce contrat de plan, qui plus est « nouvelle mouture », puisque désormais construit en partant des territoires pour être présenté à l'Etat, plutôt que l'hypothèse actuelle inverse, explique la représentante de l'Etat. « Les grandes agglomérations et les départements sont désormais pris en compte dans ces contrats, ce qui était moins le cas avant ». Des documents d'objectifs et de moyens qui sont désormais aussi « plus ouverts car il pourront traiter de culture et de sujets environnementaux » indique la Préfète.

## Un contrat Etat-Région avec "un vrai grand projet environnemental"

A ce propos, sa venue à Pau à la rencontre des élus, lui a permis de « tester une idée ». « Il faut encore en discuter avec le Président du Conseil régional, mais dans le contrat de plan il nous faut un vrai grand projet environnemental sur lequel on s'engage. Quelque chose qui soit vraiment très concret, un engagement fort sur des sujets qui transcendent la politique et sur lesquels on peut rassembler Etat, Région, Département et agglo. » Dans la période de sécheresse qui s'étend peu à peu sur l'ensemble de la région, « la question de l'eau ou plutôt celles de sa qualité et de sa quantité sont deux vrais sujets sur lesquels il faut agir », illustre la Préfète.

Mais s'il entre de nouveaux secteurs d'intervention possibles dans les contrats de plan, d'autres pourraient être amenés à en sortir, dont ce qui en occupe actuellement une très grande part : les infrastructures. Il faut dire que dans le délai d'un an qu'il reste aux contrats Etat-Région en cours, les chantiers non terminés, voire non entamés sont nombreux. De quoi d'ailleurs avoir nourri les échanges entre les parlementaires et la Préfète, notamment sur les aménagements de la RN 134 qui tardent à venir, même si sur le reste des dossiers locaux, « c'est la volonté d'un travail en bon partenariat avec l'Etat » qui semble avoir marqué l'échange.



Solène Mé

*Credit Photo : Aqu*

*Publié sur [aqui.fr](http://aqui.fr) le 22/07/20*

*[Url de cet arti](#)*